



# **We Need To Talk**

## **Rapport sur la discussion ouverte**

# AVANT-PROPOS DE L'ORGANISATION

Ce rapport examine les résultats du large débat citoyen, la « discussion ouverte », sur la réforme du financement des partis politiques, organisé par We Need To Talk.

We Need To Talk est une initiative de six organisations (Itinera, Institut Egmont, Groupe du vendredi, Aula Magna, Levl et G1000), en collaboration avec une série de partenaires tels que De Wakkere Burger, Tree Company et Glassroots. Elle a pour objectif de formuler des recommandations éclairées et étayées à partir d'un débat citoyen dans le but d'améliorer le financement des partis.

Un panel de 60 citoyens et citoyennes tiré.es au sort constitue le noyau de ce débat public. Ce panel est bien représentatif de la société belge, car différents critères tels que le genre, l'âge, le lieu de résidence et le niveau d'études ont été pris en compte lors de la phase de recrutement. Nous tenions particulièrement à ce que les personnes intéressées, mais qui n'avaient pas été tirées au sort, aient également la possibilité d'exprimer leur opinion. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé ce grand débat public, en collaboration avec différents médias partenaires.

Ce rapport présente les résultats du débat public. Ce texte sera remis aux membres du panel citoyen pour les aider à formuler leurs recommandations, ainsi qu'aux différents médias partenaires. Le panel peut également disposer des différents arguments des citoyens et citoyennes.

Le rapport a été consolidé par **Pieter Velghe** (bénévole chez G1000) et **Gide Van Cappel** (collaborateur chez De Wakkere Burger et chercheur en sciences politiques à la VUB). **Ben Eersels** (coordinateur chez G1000) et **Elise Raes** (bénévole chez G1000) y ont également contribué en partie. **Dave Sinardet** (professeur de sciences politiques à la VUB) a coordonné le rapport et l'analyse. L'outil Rhetoric, utilisé pour la discussion ouverte, a été développé par Tree Company, qui a également apporté son assistance technique pour cette participation publique.

Nous vous souhaitons une bonne lecture, en espérant qu'elle sera enrichissante !

# AVANT-PROPOS DU PROF. DR. DAVE SINARDET

Les partis politiques sont des acteurs centraux de la démocratie. Cela est d'autant plus vrai en Belgique, où leur impact sur les prises de décisions politiques est très important. Le fonctionnement et le financement de ces partis font donc l'objet d'un débat de société particulièrement vaste. Les partis politiques doivent-ils être principalement financés avec l'argent public, ou peuvent-ils également recevoir de l'argent privé ? Peuvent-ils disposer librement de leur argent, ou leurs dépenses doivent-elles respecter certaines règles ? Voici un aperçu des questions fondamentales auxquelles chaque démocratie se doit de répondre.

En Belgique, il existe un consensus sociétal assez important sur le besoin de revoir les règles actuelles en matière de financement des partis, ne serait-ce que parce qu'elles ne tiennent pas compte des évolutions récentes, comme l'impact croissant des réseaux sociaux. Dans le même temps, il convient de noter que les partis politiques eux-mêmes n'ont pas réussi à introduire des réformes dans ce domaine pendant des années. Fait peu étonnant, puisqu'ils doivent décider de leur propre financement.

C'est pour cette raison précise que d'autres acteurs de la société, indépendants des partis politiques, maintiennent ce débat à l'ordre du jour et formulent des propositions réfléchies et étayées en la matière. La démocratie délibérative offre aux citoyens et citoyennes tiré.es au sort une méthode judicieuse pour relever ce défi. Elle leur offre notamment la possibilité de s'informer en profondeur sur les différentes facettes du problème, de découvrir les nombreux points de vue et intérêts de toute une série d'acteurs et, par le biais d'un débat, de formuler des propositions étayées.

Le panel tiré au sort qui se penchera sur la réforme du financement des partis en Belgique aura également accès à ce rapport. Celui-ci compile les résultats d'un grand débat en ligne organisé sur la question, auquel toute la population belge pouvait participer. Bien que ces résultats obtenus par ce biais ne peuvent évidemment pas être représentatifs de ce que pense toute la population, ils offrent toutefois un échantillon des opinions des Belges, notamment sur les pistes moins empruntées. Nous espérons qu'ils pourront déboucher sur des réflexions et des discussions fructueuses.

**Dave Sinardet, professeur en sciences politiques (Vrije Universiteit Brussel)**

# INTRODUCTION

## À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport analyse les 2 344 réponses des Belges qui ont exprimé leur opinion sur le financement des partis politiques belges dans le cadre d'un débat en ligne, la « discussion ouverte ». La fonction première de ce document informatif est de refléter de manière claire quelques tendances qui se dessinent au sein de ce débat public. L'objectif n'est donc pas de produire un document scientifique. Si les informations sont présentées de manière objective, le rapport ne contient pas de recommandations politiques. Celles-ci seront formulées lors d'une phase ultérieure par un panel citoyen tiré au sort, comme expliqué ci-dessous.

Ce débat public a été organisé dans le but de donner la possibilité à l'ensemble des citoyens et citoyennes qui le désirent de partager des arguments pertinents, qui pourront être repris dans la suite de la discussion. Les résultats ne sont donc en aucun cas un reflet « représentatif » de ce que pense toute la population belge du financement des partis. Ce rapport ne reprend donc que peu de chiffres ou de pourcentages exacts afin de ne pas représenter le reste de la population de façon erronée.

## CADRE : LE DÉBAT CITOYEN SUR LE FINANCEMENT DES PARTIS

Cette consultation publique s'inscrit dans un débat citoyen plus large, divisé en trois phases :

- La **discussion ouverte** (2 février - 24 mars) : C'est d'elle qu'il est question dans ce document.
- Le **panel citoyen** (25 mars - 14 mai) : 60 citoyens et citoyennes tirés.es au sort se rassembleront pendant 3 week-ends afin de formuler des recommandations pour améliorer le financement des partis. Pour ce faire, ils recevront toutes les informations nécessaires de la part d'experts indépendants et échangeront avec les représentants et représentantes des partis politiques. Ils auront également accès aux résultats de la discussion ouverte afin de savoir ce que le grand public pense de ce sujet et de l'utiliser pour étayer leurs arguments pendant le débat.
- La **transmission** (15 mai - fin juin) : Les organisateurs compilent toutes les recommandations du panel citoyen et les transmettent au monde politique. Ces recommandations seront présentées et examinées lors d'une audience de la commission Constitution, mais aussi avec les principaux acteurs politiques concernés.

## MÉTHODOLOGIE

Cette discussion ouverte offre la possibilité aux citoyens et citoyennes qui le désirent de participer au débat public de We Need To Talk. Dans ce cadre, les organisateurs ont élaboré dix déclarations liées au sujet du débat (voir ci-dessous).

Voici comment la population a pu participer à la discussion ouverte :

- Tout d'abord, elle a été invitée à se positionner par rapport à chaque déclaration (d'accord, pas d'accord, aucun des deux)
- Ensuite, il lui était demandé d'expliquer son choix (dans un champ de texte de max. 280 caractères)

- À l'étape suivante, plusieurs arguments d'autres citoyens ou citoyennes ont été présentés aux personnes répondantes, qui pouvaient indiquer s'ils correspondaient ou non à leur propre argument.
- On leur a ensuite présenté plusieurs arguments (correspondant ou non) d'autres citoyens ou citoyennes avant de leur demander si elles les soutenaient ou non. Elles ont ainsi pu découvrir d'autres idées sur le sujet.
- Elles ont ensuite été invitées à saisir leurs coordonnées (prénom, nom, adresse e-mail facultative et code postal).
- Enfin, une synthèse du débat a été présentée aux personnes participantes : comment se répartissait le nombre de « d'accord, pas d'accord, aucun des deux », et quels étaient les arguments correspondants ?

Ces 10 déclarations étaient les suivantes :

## Dépenses

1. Les partis politiques devraient pouvoir placer leur argent en bourse.
2. Les partis politiques devraient pouvoir acheter et vendre des biens immobiliers.
3. Les partis politiques devraient pouvoir dépenser autant qu'ils le souhaitent en publicité.
4. Les partis politiques devraient être totalement libres de décider comment dépenser leur argent.
5. Les dépenses des partis politiques devraient être contrôlées par le Parlement.

## Revenus

6. Chaque parti devrait recevoir les mêmes contributions publiques.
7. Les entreprises devraient pouvoir donner de l'argent aux partis politiques.
8. Les partis devraient être financés par des contributions citoyennes volontaires plutôt que par des subventions.
9. Les nouveaux partis politiques qui se présentent aux élections devraient également recevoir des subventions.
10. Les partis politiques devraient recevoir beaucoup moins de subventions.

Pour formuler ces déclarations, l'organisation a tenu compte des éléments suivants :

- la formulation était délibérément « tranchée » pour que les citoyens et citoyennes puissent clairement se positionner (par exemple : « Les partis politiques devraient être *totalement* libres de décider comment dépenser leur argent » au lieu de « les partis politiques devraient être *en grande partie* libres... »)
- la formulation a été voulue simple, sans avancer de chiffres exacts, afin que la discussion porte sur le principe et non sur le seuil (par exemple : « les entreprises devraient pouvoir donner de l'argent aux partis politiques » au lieu de « les entreprises devraient pouvoir donner jusqu'à 50 000 euros par an aux partis politiques »)
- la formulation devait être facile à comprendre pour l'ensemble des citoyens et citoyennes
- la formulation ne devait pas être populiste

Le fait de travailler avec dix déclarations centrales encourageait les personnes interrogées à partager des arguments pouvant être repris plus tard dans le débat citoyen. Il y avait ainsi plus de chances que leurs arguments soient pertinents pour la suite du processus et qu'ils ne soient pas « hors sujet ».

L'outil Rhetoric a été utilisé pour partager les déclarations en ligne. Celui-ci a été intégré au site web de We Need To Talk ainsi qu'à différents articles de médias partenaires (voir ci-dessous). Les citoyens et citoyennes pouvaient participer à cette discussion ouverte par différentes « portes d'accès » (voir « Diffusion et public »).

Nous avons recueilli tous les arguments pour chaque question. Une fois la discussion ouverte clôturée, les arguments ont été regroupés en clusters et analysés par une équipe supervisée par le prof. Dave Sinardet, afin de pouvoir en tirer les principales tendances.

## DIFFUSION ET PUBLIC

Afin de faire connaître le projet et la discussion ouverte du grand public, l'outil Rhetoric a été utilisé à différents endroits :

- Sur le site [www.weneedtotalk.be](http://www.weneedtotalk.be), les citoyens et citoyennes pouvaient réagir à toutes les déclarations et partager leurs arguments
- Les médias partenaires pouvaient intégrer une ou plusieurs déclarations dans leurs articles sur le financement des partis ou sur le projet We Need To Talk. Ainsi, on a pu les retrouver dans des articles de différents médias francophones et néerlandophones (RTBF, GVA, Nieuwsblad, Le Soir, Knack, L'Echo, Le Vif)

Au total, 2 387 arguments ont été recueillis, dont 2 344 ont été publiés après modération (en partie manuelle et en partie via l'intelligence artificielle de l'outil Rhetoric). La modération était nécessaire pour exclure les arguments hors sujet ou inadéquats (discours haineux, contre-vérités...). Au total, 1 287 citoyens et citoyennes ont partagé leurs arguments.

# ANALYSE

## LES ARGUMENTS QUI ONT LA FAVEUR DU GRAND PUBLIC :

À des fins d'analyse, les arguments invoqués par les citoyens et citoyennes face aux déclarations ont été codés selon un système établi par l'équipe du prof. Dave Sinardet.

Vous trouverez ci-dessous les dix codes les plus utilisés, suivis d'une brève explication. Ceux-ci donnent une indication du type d'arguments les plus souvent invoqués face aux différentes déclarations, et de ce qui préoccupe le plus les personnes qui ont participé à la discussion ouverte.

Il convient de rappeler qu'il ne s'agit que d'un petit échantillon d'arguments, et que ceux-ci ne sont pas représentatifs de toute la population. Il est possible que les arguments recueillis ici viennent d'un petit groupe de citoyens et citoyennes ayant vraisemblablement un intérêt supérieur à la moyenne pour le sujet (étant donné qu'ils ont participé à la discussion ouverte en passant par le site web du projet ou par un article de presse à ce sujet).

### Les 10 codes les plus courants

1. Les partis ne devraient pas être autorisés à investir dans l'immobilier ou à investir en bourse.
2. L'autorisation d'argent privé et les pratiques de financement actuelles entraînent un risque de fraude et de corruption trop élevé.
3. Il y a de meilleures façons de dépenser les subventions qu'en les versant à des partis déjà bien lotis.
4. Le financement des partis devrait fonctionner sur une base égalitaire et les nouveaux partis devraient également bénéficier d'un soutien financier plus important.
5. Les partis devraient pouvoir décider seuls de la façon dont ils dépensent leur argent, qu'il s'agisse d'investir dans l'immobilier, dans la publicité ou dans d'autres placements.
6. Les dépenses des partis devraient être davantage contrôlées, même sur le plan des publicités.
7. Les dépenses et les revenus des partis devraient être plus transparents.
8. Les partis ayant récolté davantage de voix devraient recevoir plus de subventions.
9. La politique et le monde des entreprises devraient être séparés.
10. Les partis devraient être financés par les cotisations de leurs membres, ou du moins dans une plus large mesure.

Ces tendances sont expliquées plus en détail ci-dessous.

## ANALYSE PAR DÉCLARATION

Nous allons à présent expliquer les grandes tendances pour chaque déclaration, et donner, pour chacune d'entre elles, un aperçu des 5 arguments les plus soutenus par les autres citoyens et citoyennes (voir aussi « Méthodologie »).

## Dépenses

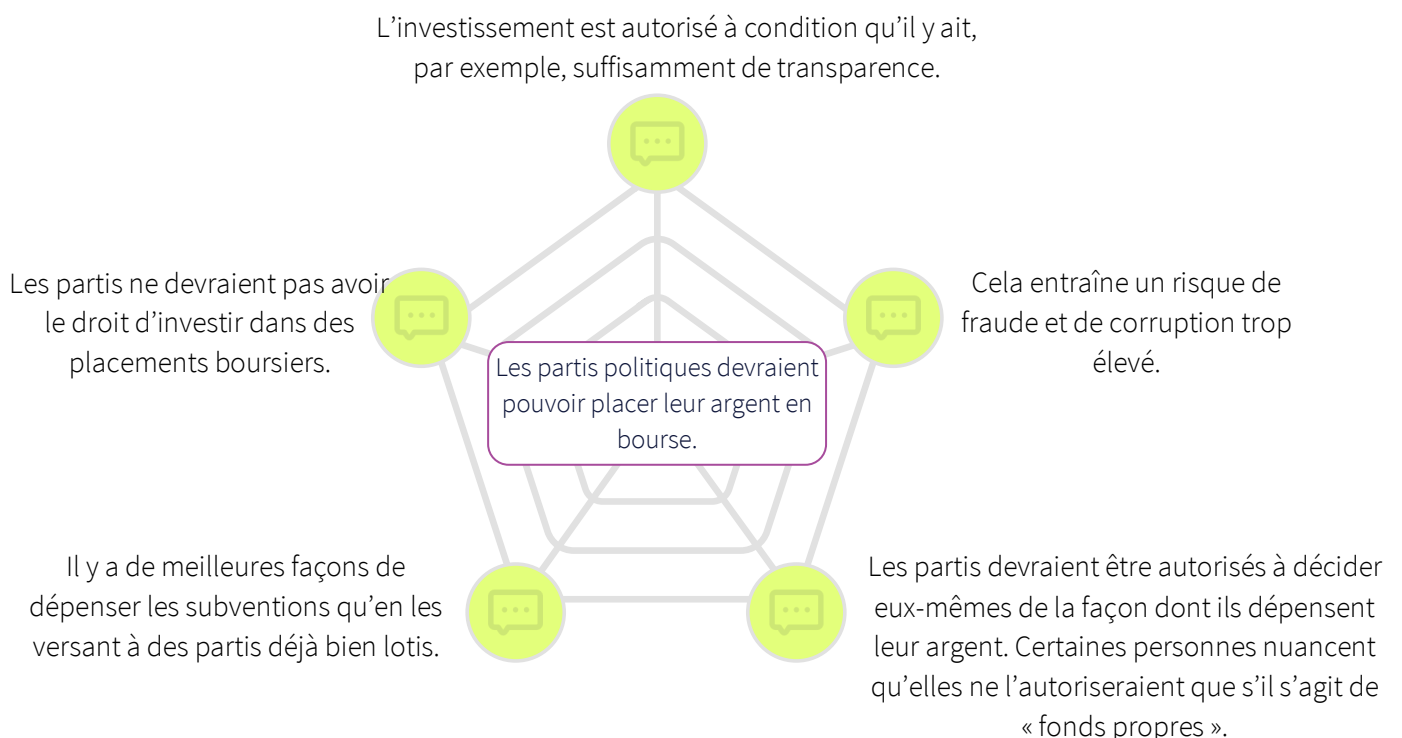
### Les partis politiques devraient pouvoir placer leur argent en bourse.

En général, on peut affirmer que la plupart des personnes participantes pensent que les partis ne devraient pas pouvoir investir en bourse, pour des raisons éthiques, à cause du risque élevé de fraude et de corruption, mais aussi parce que ce type de placements n'est pas dans l'intérêt général.

Certaines personnes ont tout de même répondu que les partis politiques devraient pouvoir décider eux-mêmes de ce qu'ils font de leur argent. Cependant, lorsqu'il s'agit de placements boursiers, la plupart des personnes interrogées ont répondu que les partis politiques en avaient le droit selon les conditions nécessaires. Ainsi, elles ont argumenté que les partis politiques avaient le droit de placer leur argent en bourse à condition qu'« il soit uniquement utilisé pour le fonctionnement du parti », que « le bénéfice tiré revienne à l'État » et que « des limites soient fixées afin d'éviter toute utilisation abusive ». D'autres, en revanche, affirment que les partis politiques ne devraient investir qu'avec leurs propres fonds. En outre, on évoque des partis qui recevraient trop de subventions et qui dépenseraient l'argent restant en investissements boursiers, ce qui amène des citoyens et citoyennes à plaider en faveur d'une limitation des subventions et d'une modification du système de dotation en tant que tel.

En conclusion, la plupart des personnes interrogées ne sont pas favorables aux investissements en bourse. Elles n'en voient pas l'intérêt et estiment qu'ils ouvrent la voie à la fraude et au népotisme.

#### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

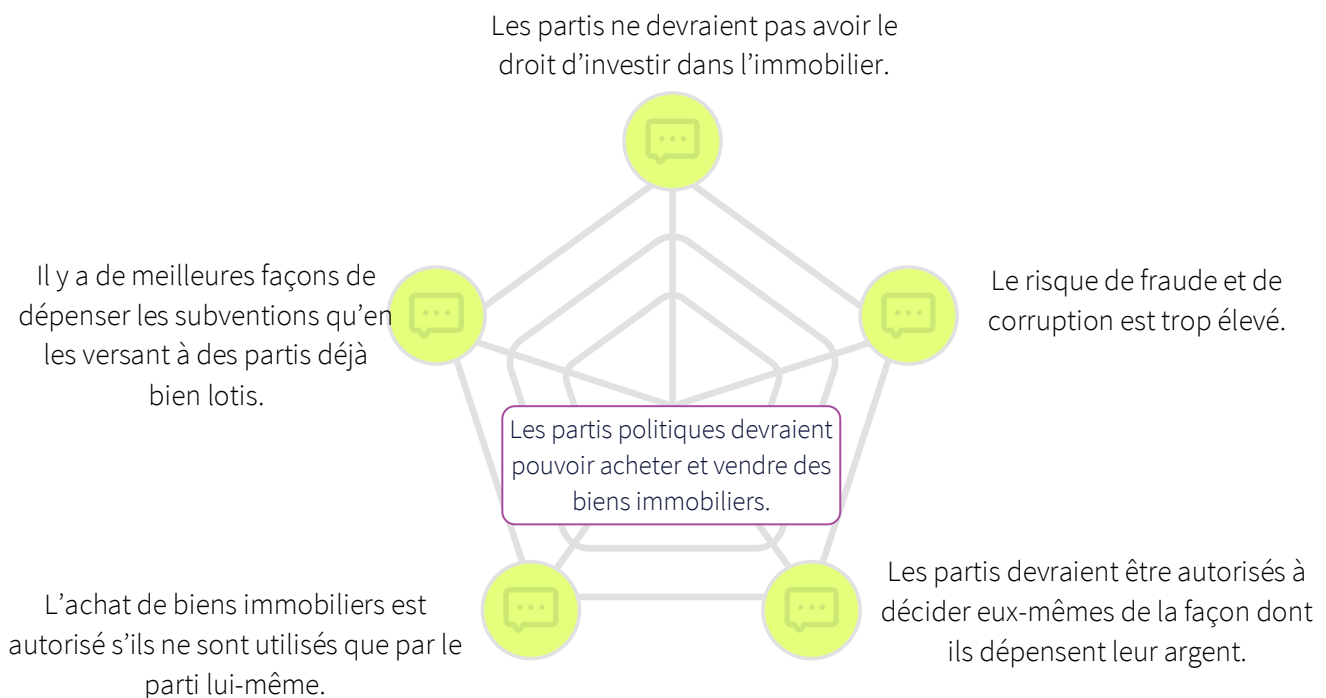


## Les partis politiques devraient pouvoir acheter et vendre des biens immobiliers.

Si les citoyens et citoyennes affirment que les partis politiques ne devraient pas être autorisés à investir en bourse, les réponses à la déclaration selon laquelle les partis politiques devraient pouvoir acheter et louer des biens immobiliers sont quelque peu nuancées. Bien que beaucoup affirment que les partis ne devraient pas être autorisés à investir dans l'immobilier, il y a souvent une distinction entre l'achat et la location. Par exemple, un grand nombre de citoyens et citoyennes estiment que les partis politiques devraient être parfaitement autorisés à acheter des bâtiments dans le but de faciliter le travail de leur personnel. Ainsi, les partis politiques peuvent acheter des bâtiments pour fournir des bureaux à leurs collaborateurs, mettre à disposition des salles de réunion ou éventuellement proposer des logements sociaux. Il en va tout autrement pour la location de biens immobiliers. Par exemple, on estime que les partis politiques ne devraient pas tirer de profit de la location de bâtiments et que cela pourrait encourager le népotisme.

D'une manière générale, les partis politiques ne devraient pas générer de profits pour eux-mêmes avec l'argent public, et ne sont certainement pas censés influencer le (prix du) marché de l'immobilier en louant des biens. Une fois de plus, les partis politiques ne devraient servir que l'intérêt général de la société et ne pas devenir des acteurs privés sur le marché intérieur.

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :



## Les partis politiques devraient pouvoir dépenser autant qu'ils le souhaitent en publicité.

Pour ce qui est de la publicité, il est clair que les personnes interrogées suggèrent de limiter les dépenses publicitaires dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux. Ainsi, « il devrait exister un montant maximal pouvant être alloué à la publicité, et celui-ci devrait être identique pour

tout le monde ». Un parti ne pourrait donc pas obtenir d'avantage électoral parce qu'il dispose d'un budget plus important pour ses campagnes médiatiques. Certaines personnes sont même favorables à un système politique qui interdirait les publicités. Nuançons toutefois ce propos en ajoutant qu'une petite partie des gens étaient d'avis que les partis politiques devraient pouvoir décider librement de l'utilisation de leur budget. Plusieurs d'entre eux estiment même qu'il peut être tout aussi utile, pour les partis politiques moins représentés, de faire connaître leur point de vue à la société.

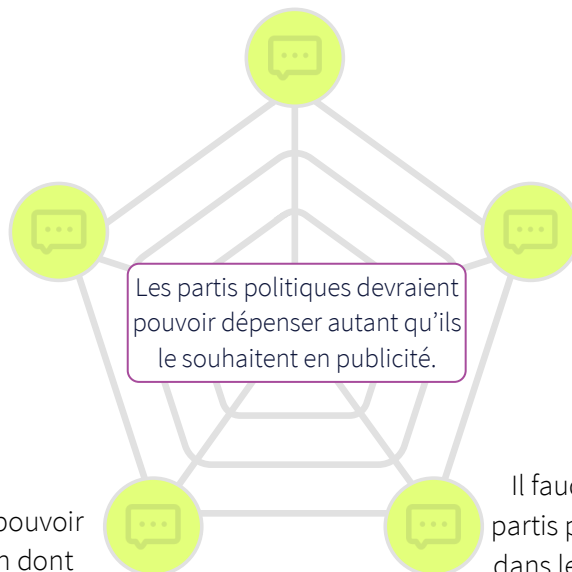
Cela étant, la majorité des Belges plaide pour une modification du système actuel, le but étant de limiter les dépenses, mais aussi de clarifier la réglementation sur ce que peuvent partager les partis politiques sur les réseaux sociaux, ainsi que pour un contrôle et une transparence accrues. Elle souhaite une réglementation plus claire par rapport à la manière dont les informations peuvent être partagées afin d'éviter les *fake news*, la propagande et la manipulation.

Toutes ces réflexions ont engendré des propositions originales, comme celle d'un répondant, qui recommande de limiter les publicités ciblées, car, selon lui, « les partis politiques essaient souvent d'atteindre un public spécifique, les informations obtenues ne sont donc pas objectives et elles affectent les citoyens sans cadre de référence adéquat ». Une autre proposition va plus loin et suggère de « limiter les dépenses de ce type pour éviter toute distorsion de concurrence ». La personne en question déclare que « les publicités, par ailleurs, ont pour but de provoquer des réactions émotionnelles, soit tout le contraire d'un débat nuancé, structuré et réfléchi ». Enfin, quelques personnes se demandent si la diffusion de publicité devrait réellement figurer parmi les priorités des partis politiques, et s'ils ne devraient pas plutôt consacrer davantage de temps au travail de fond accompli par le parti. Quelques suggestions originales incitent à repenser en profondeur le système des publicités.

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

Sans réglementation, les partis politiques les plus riches seraient avantagés par rapport aux petits partis.

Les dépenses des partis devraient être davantage contrôlées.



La publicité devrait être interdite pour les partis politiques.

Les partis politiques devraient pouvoir décider eux-mêmes de la façon dont ils dépensent leur argent. Il est souvent précisé que cela doit être autorisé uniquement dans le cas de « fonds propres ».

Il faudrait limiter le montant que les partis peuvent consacrer aux publicités dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux. Il devrait également y avoir des règles plus claires sur la publicité pendant la période de limitation des dépenses électorales.

## Les partis politiques devraient être totalement libres de décider comment dépenser leur argent.

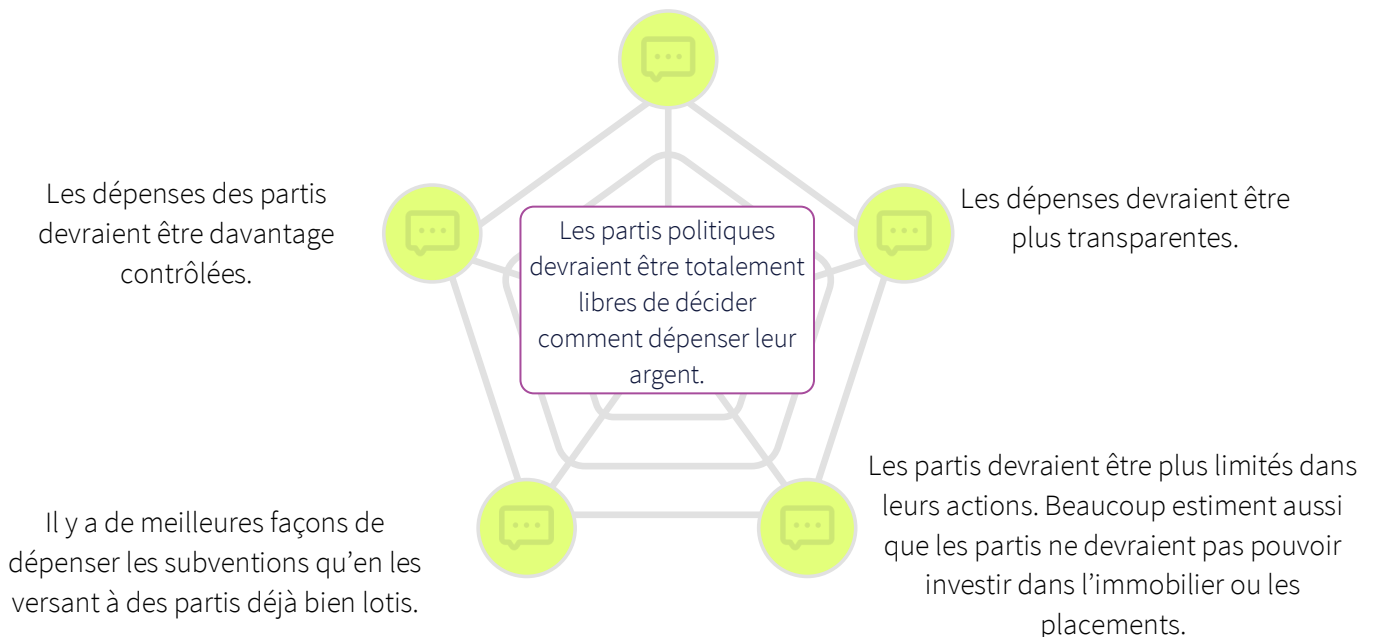
En ce qui concerne les dépenses des partis politiques, la plupart des personnes interrogées affirment que l'argent qu'ils reçoivent de la société devrait aussi servir à des objectifs publics. Selon elles, ces objectifs publics ne sont pas conciliables avec de la spéculation en bourse ou avec d'innombrables publicités. Ainsi, une personne répondante déclare « qu'il s'agit de l'argent des contribuables et qu'il devrait, d'une manière ou d'une autre, contribuer à 'l'intérêt public' ».

Les citoyens et citoyennes se sentent directement concernés et, par conséquent, recherchent une transparence maximale lorsqu'il existe un cadre réglementaire précis avec une vision claire des dépenses par parti politique, car « une liberté totale entraîne des abus », a déclaré une personne interrogée. Ce cadre réglementaire devrait être contrôlé ou non par la population elle-même ou par un tiers indépendant.

Et enfin, une minorité des personnes participantes estiment que les partis politiques peuvent gérer leur argent comme bon leur semble, bien qu'elles préconisent souvent que les recettes (voir plus loin) se limitent à un certain plafond. Malgré tout, elles soutiennent essentiellement que les partis politiques doivent être libres de décider de la façon dont ils dépensent leur argent.

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

Les partis politiques devraient pouvoir décider eux-mêmes de la façon dont ils dépensent leur argent.

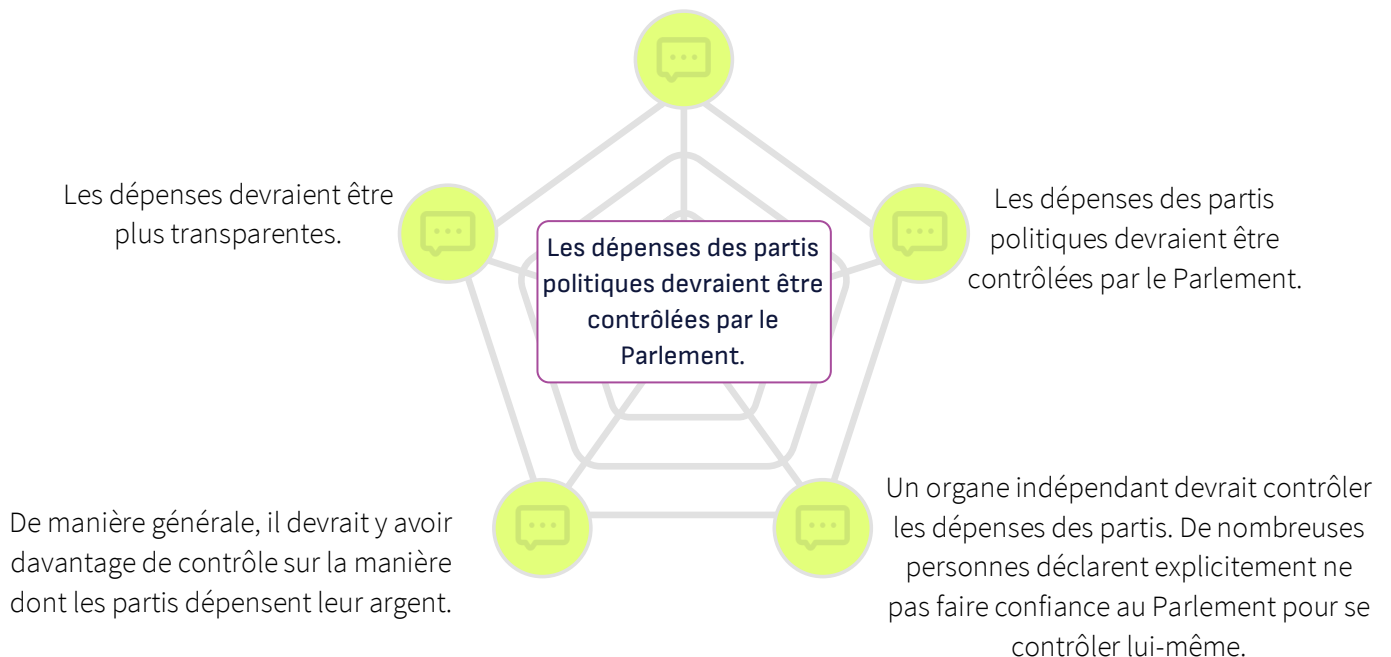


## Les dépenses des partis politiques devraient être contrôlées par le Parlement.

L'avis des Belges est clair : davantage de contrôle, sous la forme d'un mécanisme de contrôle indépendant ! En outre, « des contrôles annuels des dépenses et des recettes devraient être introduits par un service d'inspection supervisé par le Parlement ». À ce sujet, la majorité des gens suggèrent que le contrôle soit entièrement transparent. Un citoyen déclare ainsi qu'il « s'agit de l'argent des gens. Ce qu'il en advient devrait être transparent pour tout le monde. Nous sommes l'un des pays aux impôts les plus élevés au monde, et les Belges ont le droit de savoir ce qu'on fait de leur argent. Quant aux partis politiques, ils ont le devoir de le faire. » Beaucoup pensent toutefois que la transparence n'est pas suffisamment assurée par le Parlement. Selon ces personnes, c'est un organe qui manquerait d'objectivité par rapport à des questions telles que le contrôle des dépenses des partis politiques, raison pour laquelle elles sont nombreuses à plaider pour un organisme indépendant qui s'occuperait du contrôle des dépenses. Quelques Belges affirment qu'en plus du contrôle assuré par un organisme indépendant, les citoyens et citoyennes devraient aussi prendre en charge une partie du contrôle : « C'est plutôt un organisme indépendant (pourquoi pas composé de citoyens tirés au sort) qui devrait vérifier si les dépenses des partis sont conformes à leur mission ». Une autre personne est d'avis que « l'idéal serait une consultation populaire ou un 'parlement bis' chargé exclusivement de valider et de décider de toutes les mesures concernant les personnes élues et les partis (et les syndicats !?) (subventions, impôts et salaires, pensions, etc.) ».

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

La Cour des Comptes devrait contrôler les dépenses des partis.



## REVENUS

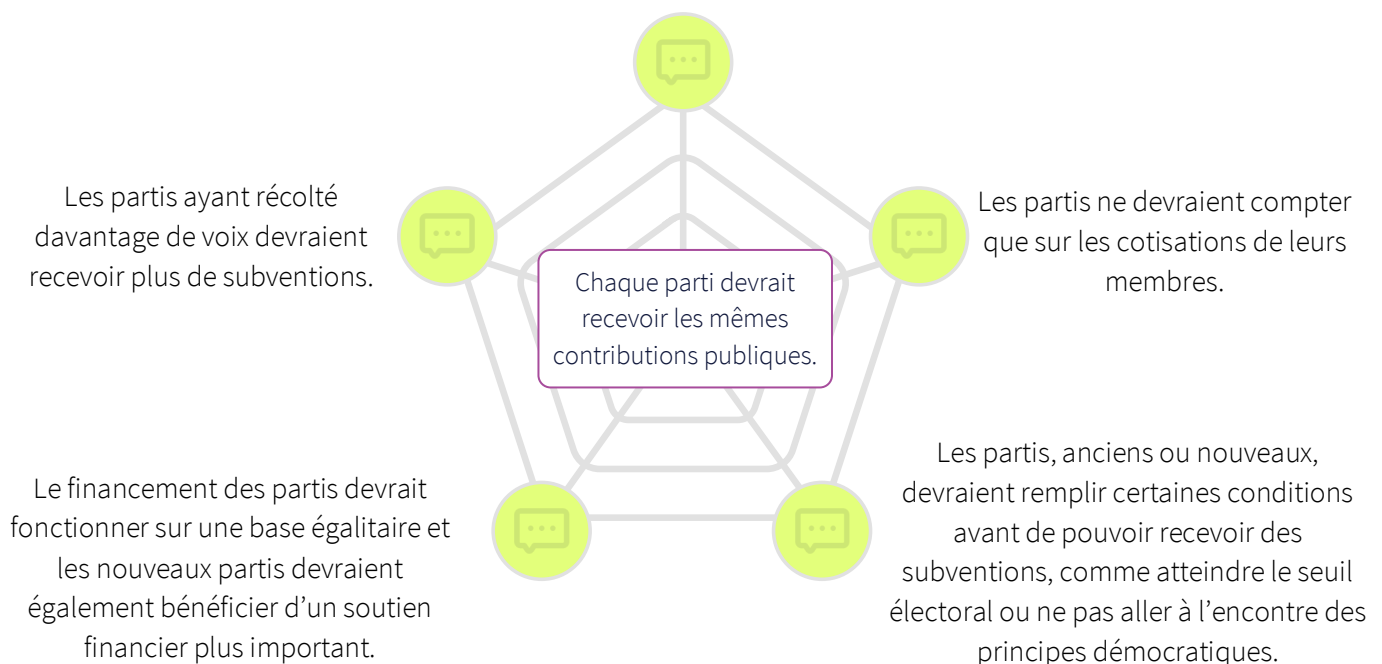
### Chaque parti devrait recevoir les mêmes contributions publiques.

Face à cette déclaration, les personnes interrogées ont d'abord abordé une autre dimension, puisque nombre d'entre elles ont en effet demandé « ce qu'était un parti politique ». Tout au long du processus de réflexion, cet élément est revenu régulièrement : les gens se sont demandés à partir de quand on pouvait parler de parti politique. Dans le contexte de l'octroi de subventions, les Belges soutiennent le plus souvent qu'un parti doit compter des membres élus avant de pouvoir prétendre à l'argent des contribuables. Indirectement, les membres du panel citent la représentation politique comme une condition préalable à l'existence d'un parti politique. Cependant, certaines personnes interrogées voient également les choses de manière plus large : selon elles, les nouveaux partis devraient bénéficier d'un plus grand soutien afin d'offrir davantage de possibilités aux petits partis. Cet argument est toutefois contredit par un grand groupe de Belges qui considèrent que la part des votes ne constitue pas l'élément le plus important pour recevoir des subventions : « les partis comptant plus de membres devraient être favorisés, mais pas de façon proportionnelle. Une dotation trop faible ne permet pas de mener des recherches et des études en faveur des personnes élues et encourage donc le populisme ». Il est à noter que cette discussion s'inscrit dans le cadre du principe d'égalité. De nombreuses personnes indiquent qu'elles considèrent une distribution juste et égale comme importante, c'est-à-dire qu'une différence de subventions peut être légitimée, tant que les partis peuvent répondre à leurs besoins fondamentaux, par exemple un service d'étude de qualité. Les arguments en faveur d'une répartition équitable ne sont pas sans condition : « Il convient toutefois de définir clairement le concept de "parti" afin d'éviter les abus ».

Une minorité de la population estime que les contribuables ne devraient pas payer les partis politiques et que les revenus des partis politiques devraient provenir de leur propre fonctionnement et des cotisations de leurs membres.

#### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

En règle générale, les partis devraient recevoir beaucoup moins de subventions.



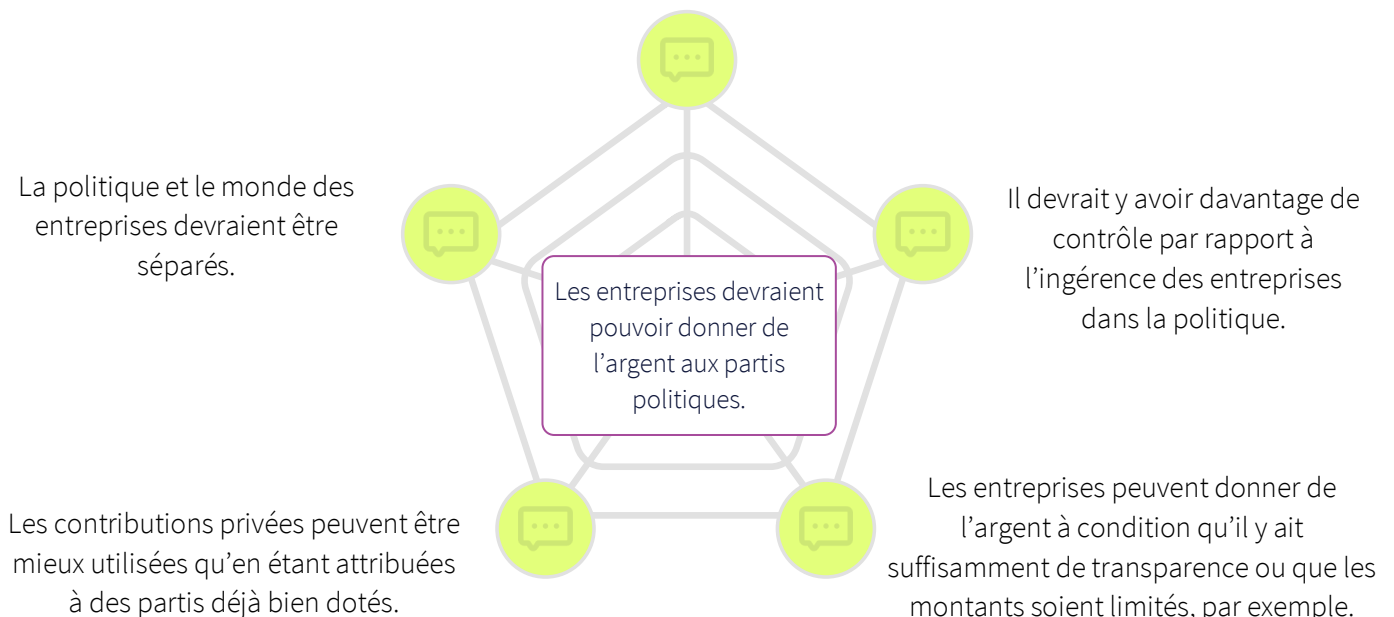
## Les entreprises devraient pouvoir donner de l'argent aux partis politiques.

Par rapport à cette déclaration, les réponses sont relativement unanimes, le fait que les entreprises puissent verser de l'argent à des partis politiques étant systématiquement lié à la notion de conflit d'intérêts. Les personnes interrogées estiment que le fait de recevoir de l'argent des entreprises augmente le risque de fraude en raison du conflit d'intérêts. L'une d'elles a bien résumé ce sentiment : « Dans une démocratie représentative, les partis doivent représenter les opinions ou les intérêts des citoyens, et non ceux des entreprises. Les intérêts des entreprises peuvent facilement entrer en conflit avec les intérêts humains (à la fois des employeurs et des employés/travailleurs) ». En effet, plusieurs personnes avancent que les entreprises bénéficient déjà d'une voix indirecte, les employeurs ayant le droit de voter dans le pays. En d'autres termes, le fait de voter peut déjà permettre de représenter les intérêts d'une entreprise. D'autres soulignent aussi que les entreprises contribuent déjà aux partis politiques : « N'est-ce pas déjà le cas via les impôts ? ». Dans une large mesure, les partis reçoivent de l'argent des contribuables, les sociétés paient aussi des impôts, de sorte qu'elles sont indirectement liées aux revenus des partis politiques.

En parallèle, un petit groupe de Belges affirme que les entreprises sont effectivement autorisées à investir dans les partis politiques, mais il est essentiel de noter qu'il ne l'approuve que sous certaines conditions, en limitant les montants. Ce groupe constitue toutefois une minorité.

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

En autorisant les contributions privées, le risque de fraude et de corruption est trop élevé.



**Les partis devraient être financés par des contributions citoyennes volontaires plutôt que par des subventions.**

La proposition visant à rendre le financement des partis plus dépendant des contributions volontaires – telles que les cotisations ou les droits d’adhésion – jouit d’une grande sympathie, car elle permettrait d’une part d’augmenter la viabilité des partis et d’autre part de les rendre plus responsables vis-à-vis de leurs membres : « Les contributions citoyennes volontaires donnent aux partis politiques une plus grande responsabilité dans leur financement et les rendent plus responsables », « Il est important que le financement politique reste transparent et responsable afin de garantir l’égalité et l’intégrité politiques ». Bien que beaucoup soient d’accord avec les arguments en faveur d’une plus grande dépendance des partis à l’égard des contributions volontaires, d’autres ont une vision moins dichotomique et préfèrent un système hybride : « Je ne pense pas qu’il s’agisse de l’un *ou* l’autre, mais plutôt de l’un *et* l’autre. Je pense qu’une partie du financement devrait provenir de subventions, et une autre de contributions citoyennes volontaires. La proportion ne doit pas être 50/50. »

**Les arguments qui ont la faveur du grand public :**

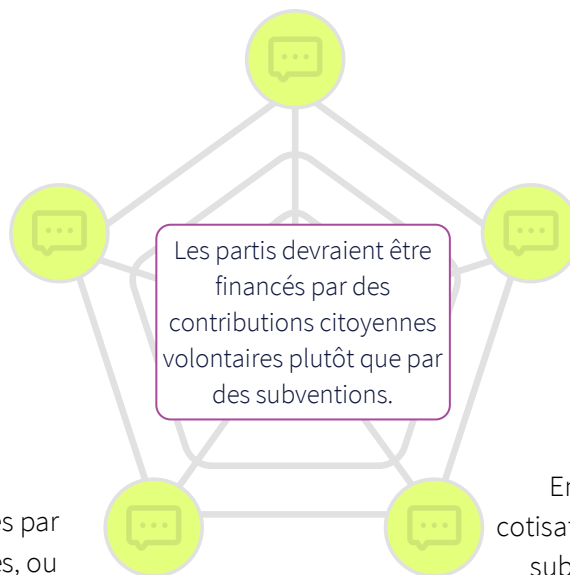
C’est une bonne chose qu’il existe des subventions et que les cotisations des membres ne pèsent pas aussi lourd.

Les grands partis seraient ainsi plus avantagés par rapport aux petits partis.

En autorisant un financement citoyen trop important, le risque de fraude et de corruption est trop élevé.

Les partis devraient être financés par les cotisations de leurs membres, ou du moins dans une plus large mesure.

En s’appuyant davantage sur les cotisations des membres et moins sur les subventions, le paysage compterait beaucoup de petits partis.



## Les nouveaux partis politiques qui se présentent aux élections devraient également recevoir des subventions.

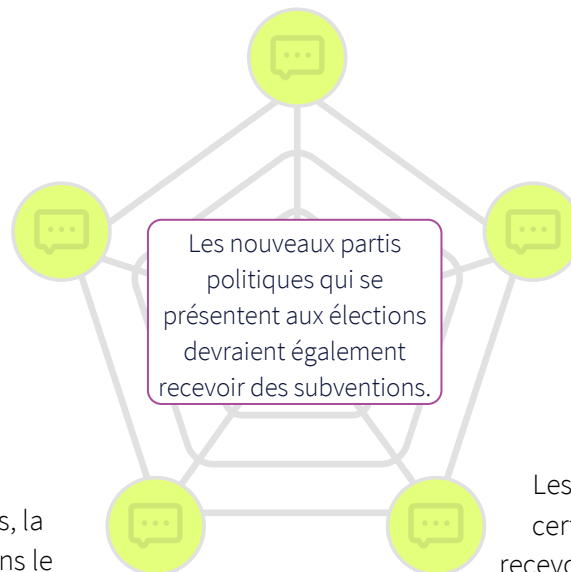
Les résultats ont montré que beaucoup estiment qu'il est bon de voir émerger de nouveaux partis politiques afin de mieux refléter la diversité de la société. Ainsi, beaucoup s'accordent à dire qu'un montant de base devrait être fixé pour permettre aux nouveaux partis de se présenter : « Un montant de base, suffisant pour s'organiser et faire passer son message lors de la campagne, mais insuffisant pour faire vivre une classe politique. » Mais ce financement ne devrait être accordé qu'à certaines conditions, comme le respect de l'État de droit et des droits humains : « Si ces partis peuvent prouver qu'ils se conforment aux lois démocratiques et acceptent la convention des droits de l'Homme. S'ils peuvent prouver qu'ils ont suffisamment de membres, ils devraient déjà recevoir une petite somme pour participer aux élections. » Ou si ces partis émergents ont un minimum de représentativité : « Il ne faut pas inciter à la création de nouveaux partis sans réelle représentativité. Par contre, une fois le seuil de représentativité atteint, un financement est possible. Dès qu'un financement sera instauré pour chaque nouveau parti politique, des milliers de partis se créeront » ou encore « Les nouveaux partis auront une influence relativement limitée. Un peu d'argent ne va pas les aider. Mais donner beaucoup d'argent pour les lancer/faire connaître mènera à des abus. Il vaut mieux que les nouveaux partis démontrent d'abord qu'ils valent/représentent quelque chose. »

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

Les partis ne devraient compter que sur les contributions de leurs membres ou compter un nombre suffisant de membres avant de pouvoir recevoir des subventions.

Le financement des partis devrait fonctionner sur une base plus égalitaire et les nouveaux partis devraient également bénéficier d'un soutien financier plus important.

En soutenant les nouveaux partis, la société est mieux représentée dans le monde politique et de nouvelles idées sont lancées dans le débat public.



En soutenant financièrement de nouveaux partis, on obtiendra un paysage fragmenté, composé de nombreux partis plus petits.

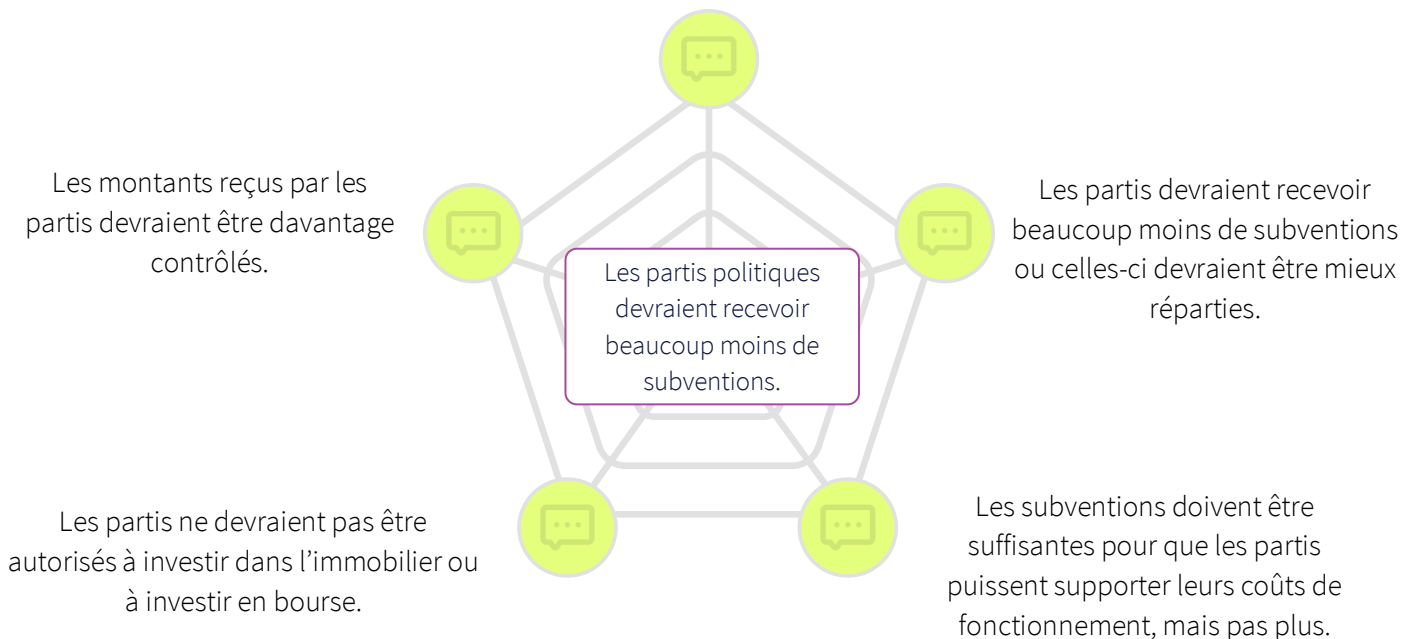
Les nouveaux partis devraient remplir certaines conditions avant de pouvoir recevoir des subventions, comme atteindre le seuil électoral, ne pas aller à l'encontre des principes démocratiques ou avoir un programme viable.

## Les partis politiques devraient recevoir beaucoup moins de subventions.

Les personnes interrogées semblent s'accorder sur le fait que les partis reçoivent actuellement (trop) de subventions, ce qui peut parfois conduire à des excès. En revanche, une partie des gens pense que les partis disposent largement des fonds nécessaires pour assurer leur bon fonctionnement, contrairement à certaines branches du gouvernement, et qu'il faudrait équilibrer la balance : « Le financement allant aux partis devrait servir à son fonctionnement strict, et à sa promotion en période d'élection. À côté de ça, les subventions devraient aller à l'état, aux gouvernements, aux communes, etc. Mais pas directement aux partis. » La question se pose également de savoir s'il n'est pas possible de réduire la voilure, étant donné que la situation actuelle a changé, notamment en termes de publicité : « De nos jours, il existe toutes sortes de moyens moins coûteux qu'auparavant pour faire campagne. Facebook, par exemple, est une plateforme efficace et peu onéreuse pour faire de la publicité. Les budgets publicitaires datent d'une époque où il fallait obligatoirement passer par la presse, beaucoup plus onéreuse, ou par les panneaux d'affichage. Enfin, plusieurs personnes suggèrent d'utiliser une partie du financement des partis à d'autres fins démocratiques : « Moins de subventions pour les partis permettrait de dégager de l'argent pour d'autres formes de démocratie citoyenne : assemblées citoyennes, tirage au sort, procédés divers d'intelligence et de prise de décision collectives. »

### Les arguments qui ont la faveur du grand public :

Les partis ne devraient pouvoir compter que sur les contributions de leurs membres.





En collaboration avec :

